

*Motions*

**M. Binns:** Je voudrais poser une question au député. Je conviens avec le député d'Egmont (M. Henderson) de l'importance du nouveau programme annoncé par le gouvernement. Là où nous ne sommes peut-être plus tout à fait d'accord c'est lorsqu'il prétend que cette majoration des crédits n'est qu'une petite amélioration. D'après moi, c'est une grande amélioration. Le montant des services votés qui était de 48,5 millions de dollars passe maintenant à 70 millions de dollars. A cela on ajoute 30 millions de dollars pour le nouveau programme qui s'élève à environ 100 millions de dollars par an. Cela représente plus du double du montant qui était affecté au programme jusqu'à présent. Lorsqu'on double les fonds affectés à un programme, c'est une grande amélioration et non une petite.

Je ne pense pas qu'il y ait eu d'autre programme dans tous les services de l'État dont le budget ait autant augmenté en une seule année. Le député conviendra avec moi, j'en suis certain, que c'est un grand progrès et un engagement important.

J'apprécie l'appui des partis d'Opposition, parce qu'effectivement ils ont apporté leur appui. Même le député de Grand Falls—White Bay—Labrador (M. Rompkey) devra convenir qu'il n'y a pas de diminution mais une forte augmentation. C'est un engagement, et non pas une tactique électorale comme nous l'avons vu si souvent dans le passé.

**M. Rompkey:** Qu'il soit bien clair que vous ne faites que rendre ce que vous aviez pris précédemment.

**M. Binns:** C'est une véritable augmentation qui a permis le financement de quelque 1 500 ports. Si elle n'avait pas été accordée, 150 ports dans tout le Canada auraient dû fermer d'ici cinq ans.

Je vous remercie, madame la Présidente, de m'avoir permis d'apporter cette rectification.

**M. Henderson:** Le point sur lequel le député et moi-même ne sommes pas d'accord porte sur la question de savoir si c'est une grosse amélioration ou une très petite. Cela représente un énorme progrès pour le gouvernement, mais après toutes les réductions qu'il a opérées au cours des années, cela constitue un pas en avant et deux pas en arrière.

Si l'on considère les sommes affectées au programme de revitalisation des ports et aux services votés, le chiffre total atteint 90 millions de dollars cette année et 110 millions de dollars en 1988-89, mais je ne peux pas comprendre pourquoi il redescend à 85 millions de dollars en 1989-90. Tous les articles que j'ai lus et tous les renseignements que j'ai obtenus du personnel prouvent que nous avons besoin de beaucoup plus d'argent. Nous pourrions utiliser 1 milliard de dollars pour remédier dans notre pays aux problèmes des ports pour petits bateaux.

**M. Stan Darling (Parry Sound—Muskoka):** Madame la Présidente, c'est avec une certaine hésitation que j'interviens dans ce débat, puisque je représente une partie du pays qui est d'un poids tout à fait insignifiant dans le budget du ministère des Pêches et des Océans.

J'ai suivi avec beaucoup d'intérêt le député d'Egmont (M. Henderson). Il a dit sans ambiguïté qu'il fallait plus d'argent. Il avait raison à 100 p. 100 également quand il a affirmé que les ministériels s'intéressent autant à la question et qu'ils y travaillent très dur.

Dans ma région à moi, qui est une splendide région touristique comptant un nombre considérable de ports pour petites embarcations, il faut certainement des améliorations uniquement pour conserver nos ports dans l'état actuel. Sans vouloir blesser le député d'Egmont et mon collègue qui a posé une question, c'est avec intérêt et envie à la fois que j'ai fait le parallèle au cours de l'année écoulée entre le budget du ministère des Pêches et des Océans pour la province de l'Ontario et pour d'autres régions et d'autres provinces. J'ai le plus grand respect pour la fabuleuse Île-du-Prince-Édouard, que j'ai eu l'honneur de visiter il y a quelques années, et de visiter la ville d'Albion qui est celle du député, où j'ai un vieil ami. Jusqu'à cette année, la province de l'Île-du-Prince-Édouard avait un budget plus élevé que l'Ontario. Beaucoup d'entre nous n'en étaient pas enchantés en Ontario, qui compte 9 225 000 habitants, avec grosso modo 450 ports pour petites embarcations et une très importante industrie touristique.

Tous les orateurs qui m'ont précédé ont insisté sur l'importance de l'industrie touristique. Pour ma part je suis parfaitement au courant de l'importance de l'industrie de la pêche. Je ne sais plus qui a avancé le milliard comme chiffre d'affaires de l'industrie de la pêche, mais l'industrie touristique génère 20 milliards. Pour la seule province de l'Ontario la pêche sportive représente environ un milliard, estime-t-on. Cela fait que c'est l'industrie touristique qui vient au second rang dans l'économie canadienne. Elle fournit environ un million d'emplois quand on tient compte des autres industries qui s'y rattachent. Ce n'est pas négligeable.

Je dirai également à la Chambre et aux députés qui m'ont précédé que j'ai fait des pieds et des mains auprès des autorités du Cabinet, en commençant par le ministre des Pêches et des Océans (M. Siddon), dont je dois reconnaître qu'il a cherché à nous obtenir des crédits plus importants, puis ensuite du côté du Trésor. Surmontant ma timidité habituelle, je me suis adressé au ministre des Finances (M. Wilson) dont j'ai reçu promesse sur promesse. Et, enfin, comme il vaut mieux s'adresser à Dieu qu'à ses saints, quand on tient vraiment à avoir quelque chose, j'ai échangé quelques mots avec le premier ministre (M. Mulroney). Je pense que cela a porté fruit, parce que les membres du caucus ontarien font pression pour obtenir un peu d'argent pour nos ports pour petites embarcations.

Ces dernières années, notre budget a été d'environ 3,5 millions de dollars. Je suis presque certain que le député d'Egmont fera un signe de tête pour confirmer que l'Île-du-Prince-Édouard a reçu plus de 3,5 millions de dollars. Cette magnifique province n'est guère plus grande que la circonscription de Parry Sound—Muskoka. Il ne fait aucun doute que quelqu'un doit exercer des pressions sur le gouvernement, mais tous les Canadiens veulent qu'il réduise son déficit. C'est indéniable. Nous souhaitons tous que ce déficit soit réduit, mais aux dépens de quelqu'un d'autre. La nature humaine est ainsi. Je suis heureux que cette année, grâce aux pressions exercées, nous ayons réussi à obtenir 8,9 millions de dollars en fonds d'immobilisations pour l'Ontario, ce qui représente une nette amélioration et ce dont nous sommes reconnaissants.

Le député a avancé le chiffre d'un milliard de dollars comme montant nécessaire à la modernisation de tous les ports, grands et petits. Il a probablement raison. Ce n'est certainement pas nous, de ce côté-ci, qui le critiquerons, surtout pas ceux qui ont